

Interview du Pr Henrique Schneider

Directeur adjoint de l'Union suisse des arts et métiers (usam)
et membre du Comité du Forum nucléaire suisse



Par Stefan Diepenbrock

«Sans la technologie nucléaire, il est pratiquement impossible de limiter le réchauffement climatique»

Henrique Schneider était membre de la délégation officielle qui a représenté la Suisse lors de plusieurs sommets sur le climat, dont celui de Paris en 2015 et celui de Madrid en 2019. Lors de cette interview, il explique le rôle et l'importance de l'énergie nucléaire dans les efforts menés à l'échelle mondiale pour protéger le climat.

Le rapport spécial «Réchauffement planétaire de 1,5 °C» du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) examine sur plus de 600 pages la faisabilité, la pertinence et les effets de la limitation du réchauffement planétaire à un maximum de 1,5 degré décidée lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Paris en 2015. Quel est le rôle assigné au nucléaire dans ce rapport?

Permettez-moi tout d'abord une précision: le rapport du GIEC est un document scientifique. Il n'émet donc pas d'affirmations conclusives, mais calcule un certain nombre de scénarios. La technologie nucléaire joue un rôle important dans la quasi-totalité des 89 scénarios qui y sont définis en vue de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 degré. Sur la moyenne de tous les scénarios, la production nucléaire d'électricité est multipliée par 2,5; et elle augmente même d'un facteur 7 dans quelques scénarios. En d'autres termes, sans la technologie nucléaire, il est pratiquement impossible de limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré.

L'une des principales conclusions du rapport est que le seul moyen de limiter le réchauffement planétaire est de réduire très rapidement les émissions de gaz à effet de serre. Le potentiel du nucléaire à cet égard a-t-il été discuté?

La technologie nucléaire est prise en compte dans le rapport. Les deux leviers qu'elle offre y sont mention-

nés: l'électrification de la société et la sobriété carbone dans la production d'électricité. L'électrification de la société est l'un des moyens les plus efficaces de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et la technologie nucléaire, en fournissant de l'énergie en ruban de manière fiable et relativement bon marché, est susceptible de contribuer à l'accélérer et à la diffuser. Pour ce qui est de la sobriété carbone, on sait que l'énergie nucléaire ne génère qu'une quantité minimale d'émissions de gaz à effet de serre lors de la production d'électricité.

Vous avez participé à plusieurs sommets sur le climat en tant que membre de la délégation suisse. Quelle est l'attitude des autres pays envers l'énergie nucléaire?

La contestation politique est aussi manifeste que le sont les avantages climatiques de cette technologie pour les milieux scientifiques et techniques. Les négociations menées lors des sommets sur le climat sont en grande partie neutres sur le plan technologique. Mais il n'en demeure pas moins que le nucléaire ne suscite pas la sympathie. Il y a un consensus en défaveur de cette technologie.

Étant donné que l'utilisation de l'énergie nucléaire par les pays industrialisés joue un rôle dans les scénarios les plus prometteurs du GIEC en matière de réalisation des objectifs climatiques, comment

La Suisse, mais aussi l'Allemagne et d'autres pays, justifient-ils leur rejet de cette technologie?

La nature du processus international de négociations sur le climat suscite de nombreux malentendus. Ce processus vise clairement à limiter la hausse des températures mondiales à moins de 2 degrés. Mais il vise aussi à nous permettre de vivre avec le changement climatique, domaine dans lequel les participants souhaitent que les scientifiques, c'est-à-dire le GIEC, leur fournissent des informations. Et ce dernier se réserve le droit, à lui-même et aux participants, de prendre des décisions allant dans un autre sens. On aurait donc tort de penser que les rapports du GIEC engendrent des obligations pour les pays. Il ne faut pas non plus croire que les discussions menées lors des sommets sur le climat sont directement mises en pratique par les quelque 200 pays participants. Malgré les données scientifiques et malgré la similarité des objectifs, les pays décident individuellement et en toute indépendance de ce qu'ils veulent faire. Et ce qui est déterminant pour la Suisse, c'est qu'il y a eu une décision populaire en défaveur du nucléaire – ce qu'à titre personnel je déplore.

Le rapport reconnaît explicitement que l'énergie nucléaire peut être utile à la coopération internationale dans le cadre de l'accord. Quelles possibilités cela ouvre-t-il? Avec quels partenaires une alliance serait-elle envisageable?

Le rapport ne le reconnaît pas si clairement. Il existe différentes formes de coopération internationale à la fois dans le cadre de l'accord de Paris et en dehors. Le financement, le transfert technologique, les mécanismes de marché et hors marché en sont autant d'exemples. Tout ce que dit le rapport du GIEC, c'est que certains pays auront besoin de coopérer avec d'autres en matière de développement technologique. Il ne dit rien sur la nature de ces coopérations ni sur la question de savoir si elles auront lieu dans le cadre de l'accord de Paris ou en dehors. L'Agence internationale de l'énergie atomique a organisé une conférence à ce sujet en 2019, offrant ainsi une plate-forme de réflexion sur la manière dont on pourrait utiliser la technologie nucléaire aux fins de la protection du climat dans le cadre de la coopération internationale. →



Scène de jubilation: après des années de négociations difficiles, un accord juridiquement contraignant pour tous les États est enfin conclu à Paris. Son objectif: limiter la hausse des températures à nettement moins de 2 degrés.

Photo: UNClimateChange

Les États-Unis soutiennent à fond le nucléaire. Ils ont même élaboré une stratégie visant à rétablir leur leadership mondial dans ce domaine. Cela pourrait-il constituer une opportunité pour une «politique climatique nucléaire»?

Oui. Les États-Unis ne sont pas les seuls. Il est de notoriété publique que la Chine et l'Inde se sont fixé pour objectif d'accroître la part du nucléaire dans leur mix d'électricité indigène. La mise en place d'une telle politique dans ces trois économies-là serait très efficace.

Une question simple pour terminer: selon vous, la réalisation des objectifs de Paris passe-t-elle nécessairement par le développement de l'énergie nucléaire, ou existe-t-il d'autres solutions permettant de les atteindre?

Il existe toujours des solutions de rechange. La question, c'est leur coût. Paris n'est pas un programme de renonciation, bien au contraire. L'accord prévoit expressément une amélioration du niveau de vie. La technologie nucléaire est précisément le levier à actionner pour atteindre cet objectif. Elle est utile à l'être humain et à la protection du climat, et disponible à un prix abordable.

Espoir en matière de lutte contre le changement climatique

L'accord de Paris sur le climat, qui a été approuvé par 195 délégations de pays parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lors du sommet de Paris de 2015 (COP21), est considéré comme historique.

Son objectif principal est de réduire les risques et les impacts liés au changement climatique en maintenant l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2 °C, et si possible à 1,5 °C au plus, par rapport aux niveaux préindustriels.

Intitulé «Réchauffement planétaire de 1,5 °C», le rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels a été élaboré dans le cadre des préparatifs de la Conférence de Katowice (Pologne) sur les changements climatiques tenue en 2018. Ce document examine les objectifs précités, étudiant les moyens de les atteindre et les effets d'une limitation du réchauffement climatique. Il est accompagné d'un appel alarmant du GIEC, selon lequel la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C exige des changements rapides, profonds et sans précédent dans tous les domaines de la société. Ainsi, l'objectif du 1,5 °C ne pourra être atteint que si les émissions mondiales de CO₂ diminuent de 45% par rapport à 2010 (année de référence) d'ici à 2030, et passent à zéro d'ici à 2050. Les énergies fossiles ne pourront pratiquement plus être utilisées. L'exploitation de l'énergie nucléaire par les pays industrialisés joue un rôle non négligeable dans les scénarios qui, selon le rapport, ont le plus de chances de permettre la réalisation des objectifs fixés.